



Ville de  
**Maule**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## ARRETE D'INTERDICTION DE STATIONNEMENT ET RESTRICTION DE CIRCULATION

44 avenue Jean Jaurès

Entre le 05 février 2024 et le 19 février 2024

Ouverture d'une fouille + tranchée  
pour la création d'un branchement souterrain

N/Réf. OL/NB/EF – **Arrêté n° 2024 – 003**

Nous, Maire de la commune de Maule,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2,

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,

Vu la réalisation de travaux pour la création d'un branchement ENEDIS sur trottoir demandé par ENEDIS Sannois - 33 Boulevard Gabriel Péri – 95110 Sannois pour intervention sur réseau électrique (branchement Enedis) travaux effectués par la Société AZTP – 77550 Limoges-Fourches.

Considérant que ces travaux nécessitent une interdiction de stationnement et une restriction de circulation avec mise en place d'une déviation piéton au droit des travaux ainsi que la mise en place d'une circulation alternée gérée par l'entreprise exécutante,

## ARRETONS

**Article 1 :** Entre le 05 février 2024 et le 19 février 2024, l'entreprise AZTP réalisera des travaux pour branchement ENEDIS (tranchée sur trottoir) au 44 Avenue Jean Jaurès avec la mise en place d'une déviation piéton si passage inférieur à 1 mètre.

**Article 2 :** L'entreprise effectuant les travaux aura en charge d'assurer en permanence un passage pour les véhicules d'incendie et de secours.

**Article 3 :** L'entreprise chargée des travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier ainsi que des dispositifs de déviation si besoin. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation qui devra être conforme aux dispositions alors en vigueur, et qui actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié notamment par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

**Article 4** : Tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 1 fera l'objet d'un procès verbal et/ou d'une demande d'enlèvement pour stationnement illégal.

**Article 5** : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur le Lieutenant commandant le Centre de Secours de Maule,
- Monsieur le Major commandant la Brigade de Gendarmerie de Maule,
- Messieurs les Policiers Municipaux,
- Madame BRIGNOLI, Directrice des Services Techniques,
- Le demandeur.

Fait à Maule, le 03 janvier 2024.



**Olivier LEPRÉTRE**  
Pour le Maire et par délégation  
Le 1<sup>er</sup> Maire-Adjoint